

EUROPE

PRÉPARER LES FUTURS CHOCS CLIMATIQUES, ÉNERGÉTIQUES ALIMENTAIRES

La résilience de l'Union européenne a été mise à rude épreuve sous ce mandat : crise du COVID, guerre en Ukraine, flambée des prix de l'énergie, les épisodes dévastateurs de sécheresses, incendies et inondations en sont des exemples marquants. **Face à ces chocs, force est de constater que les mesures prises par l'Union européenne en matière de transition écologique et juste ont contribué à apporter des solutions et à améliorer la situation des ménages européens.**

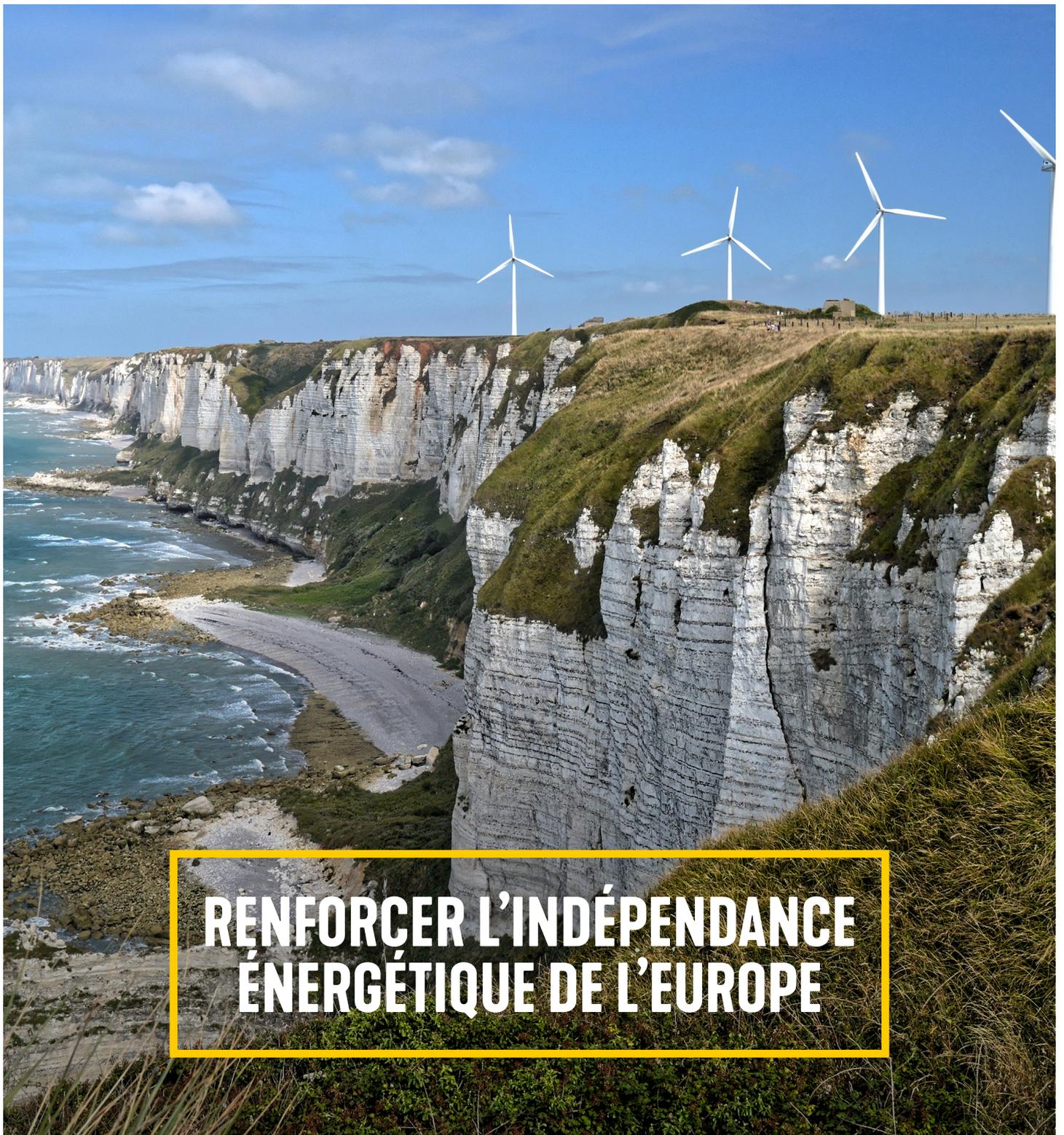
Bien que beaucoup reste à faire, le "Green Deal" (le Pacte vert européen) a permis à l'Europe de placer la transition écologique au cœur de son action en prenant un virage sans précédent dans la lutte contre le dérèglement climatique. Si **sa mise en œuvre constitue désormais un défi d'ampleur** pour les pays européens, il est indispensable que **l'Europe continue à accélérer ses efforts contre le dérèglement climatique pour assurer la sécurité de ses citoyens et citoyennes.** Les bénéfices de ces transformations sont en effet multiples. Elles permettront par exemple de garantir notre sécurité alimentaire et énergétique, de créer des emplois, de réindustrialiser l'Europe, de faire diminuer le prix des factures des ménages.

Les futurs députés européens seront incontournables pour continuer à accélérer ces transformations d'ampleur qui dépassent les frontières nationales. Le prochain cycle européen pourrait jouer un rôle crucial dans la construction d'une Europe :

- ③ réellement **indépendante en énergie** grâce à la sortie définitive des combustibles fossiles, à la sobriété et au déploiement des énergies renouvelables.
- ③ **souveraine sur le plan alimentaire**, en basculant vers l'agroécologie et la diminution de la consommation de viande.
- ③ **qui protège les citoyens les plus modestes et les emplois**, et qui finance la transition écologique de manière équitable.
- ③ qui protège ses citoyens en préservant et restaurant la nature en renforçant **ses politiques d'adaptation** au changement climatique.

SOMMAIRE

1 RENFORCER L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE DE L'EUROPE	3
Adopter des dates et des trajectoires contraignantes pour l'élimination progressive des énergies fossiles	4
Acter immédiatement la fin de l'expansion des infrastructures fossiles, y compris pour le gaz fossile liquéfié (GNL)	4
Réduire la demande énergétique de l'Europe	4
Sécuriser notre approvisionnement énergétique grâce aux énergies renouvelables	4
2 TRANSFORMER NOTRE MANIÈRE DE CONSOMMER ET DE PRODUIRE	5
Mettre en place un grand plan pour la sobriété en Europe	6
Promouvoir l'économie circulaire, créatrice de valeur bas carbone	6
Verdir les marchés publics européens	6
Conditionner l'accès aux financements au respect de critères climatiques et environnementaux	6
3 FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE MANIÈRE ÉQUITABLE EN APPLIQUANT LE PRINCIPE DU POLLUEUR-PAYEUR	7
Rendre le cadre financier pluriannuel européen compatible avec le Pacte vert	8
Mettre fin aux dépenses néfastes pour le climat et la biodiversité	8
Générer de nouvelles ressources pour financer la transition écologique en Europe	8
Libérer l'investissement dans la transition écologique et juste	8
Apporter des financements nouveaux et supplémentaires aux pays du Sud	8
4 PROTÉGER LES MÉNAGES ET LES EMPLOIS	9
Augmenter les montants du Fonds social climat	10
Reconduire et renforcer le Fonds de transition juste	10
5 UNE RÉELLE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN EUROPE	11
Réformer la politique agricole commune (PAC) pour en faire un instrument de la transition agro-écologique en Europe	12
Adopter une loi-cadre ambitieuse sur les systèmes alimentaires durables	12
Mettre fin aux agrocarburants de première génération	13
Réorienter la politique commerciale européenne	13
6 PROTÉGER LA NATURE, PROTÉGER LES EUROPÉENS	14
Une loi européenne contraignante sur l'adaptation au changement climatique	15
Renforcer la protection et la restauration de nos écosystèmes	15
Un nouveau fonds européen pour la nature	15
Atteindre et maintenir les normes de qualité de l'air de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)	15
7 DES TRANSPORTS MOINS POLLUANTS POUR TOUS LES CITOYENS	16
Augmenter les investissements dans le réseau ferroviaire européen et relancer les trains de nuit	17
Réduire le trafic aérien et taxer le kérosène	17
Renforcer les normes d'efficacité des véhicules électriques	17
8 RENDRE L'EUROPE PLUS DÉMOCRATIQUE, TRANSPARENTE ET LOBBY-FREE	18
Protéger le processus décisionnel européen des intérêts des combustibles fossiles et des autres pollueurs	19
Interdire la publicité et le parrainage en faveur des combustibles fossiles	19
Renforcer la démocratie européenne en donnant plus de poids aux citoyens et aux élus	19
Des institutions transparentes, exemplaires	19
Instaurer un système d'infractions automatiques	19



RENFORCER L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE DE L'EUROPE

Au-delà de l'impact direct des énergies fossiles sur le réchauffement planétaire, la guerre en Ukraine a révélé **les vulnérabilités de l'Europe causées par sa dépendance historique aux combustibles fossiles**. Renforcer la souveraineté énergétique européenne implique

une sortie rapide et organisée du charbon, pétrole et gaz, la réduction de notre consommation d'énergie et l'intensification du déploiement des énergies renouvelables tout en protégeant la nature. Y parvenir, implique de :

1 ADOPTER DES DATES ET DES TRAJECTOIRES CONTRAIGNANTES POUR L'ÉLIMINATION PROGRESSIVE DES ÉNERGIES FOSSILES

L'Europe a l'opportunité de devenir pionnière dans le marché des technologies propres et de garantir son indépendance énergétique. Cela à la condition que les Etats actent **un plan de sortie contraignant** des énergies fossiles en Europe :

- ⊕ **d'ici 2030**, la fin de la production et de la consommation du **charbon** ;
- ⊕ **d'ici 2035**, la fin de la production et de la consommation de **gaz fossile** ;
- ⊕ **d'ici 2040**, la fin de la production et de la consommation de **pétrole**.

2 ACTER IMMÉDIATEMENT LA FIN DE L'EXPANSION DES INFRASTRUCTURES FOSSILES, Y COMPRIS POUR LE GAZ FOSSILE LIQUÉFIÉ (GNL)

Suite à la coupure du gaz russe, plusieurs États dont la France ont lancé de nombreux projets de construction d'infrastructures de GNL. S'ils voient le jour, ils contribueront à l'émission de 950 millions de tonnes d'équivalent CO₂ additionnels par an¹. Cette stratégie est en totale contradiction avec la recommandation de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) sur l'arrêt de l'expansion des nouvelles infrastructures gazières². En continuant d'importer massivement du gaz fossile, l'Europe va également favoriser l'extraction de gaz de schiste américain, largement critiqué pour ses effets destructeurs sur la santé, l'environnement, le climat³. **L'Union européenne doit immédiatement mettre fin à l'expansion des infrastructures fossiles** - et cela sur toute leur chaîne de valeur de la production au transport. **Cela implique notamment de proscrire leur financement par des fonds publics (RRF- RepowerEU, Fonds de modernisation, etc.)⁴.**

950 millions
de teq CO₂ en plus par an seraient émis par les projets prévus de gaz naturel liquéfié en Europe

3 RÉDUIRE LA DEMANDE ÉNERGÉTIQUE DE L'EUROPE

Pour renforcer la souveraineté et la sécurité énergétique de l'Europe, il est indispensable de réduire la consommation d'énergie qui nous rend dépendants des importations d'énergies fossiles et des prix volatiles. Aucun Européen ne devrait avoir à choisir entre manger et se chauffer ou se déplacer. Nous appelons l'Union européenne à adopter **un objectif contraignant pour diviser par deux sa demande** énergétique d'ici 2040. Relever ce défi implique d'actionner tous les leviers à notre disposition pour exploiter le potentiel d'économies d'énergies dans tous les secteurs de l'économie : décupler le rythme de rénovations performantes des logements, faciliter le développement des mobilités propres et accessibles à tous les portefeuilles, encourager l'économie circulaire. Diviser par deux la consommation d'énergie d'ici 2040 nécessitera également **de rendre obligatoire et pérenne pour les Etats l'objectif de réduction annuelle de 15 %⁵ de consommation de gaz voté en 2022 et reconduit en 2023⁶.**

4 SÉCURISER NOTRE APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE GRÂCE AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

Avec la réduction de notre consommation d'énergie, la massification des énergies renouvelables propres (éolien, solaire) est la solution clé pour garantir l'indépendance énergétique européenne et atténuer le réchauffement climatique. L'Europe doit tout faire pour que **les énergies renouvelables propres représentent au moins 50 % du bouquet énergétique de l'UE d'ici à 2030** tout en évitant les nouvelles centrales hydroélectriques et les sources de bioénergie qui augmentent les émissions par rapport aux combustibles fossiles. Pour cela, **une partie des financements européens doit être consacrée à l'ingénierie territoriale** dans les autorités locales et les structures qui les soutiennent, ainsi qu'aux **communautés énergétiques** pour impliquer les citoyens dans les projets d'énergies renouvelables⁷.

1. Greenpeace, Energy Justice investigations, "[Who profits from war: How gas corporations capitalise on war in Ukraine](#)", avril 2023

2. Agence internationale de l'énergie, "[Net Zero by 2050 A Roadmap for the Global Energy Sector](#)", Mai 2021

3. CAN Europe, "[Civil Society 10-point plan for a fossil gas phase out by 2035](#)", 23/06/2023

4. Ibid.

5. Conseil de l'UE, [Communiqué de presse](#), "Le Conseil adopte formellement l'objectif de réduction de 15 % de la demande de gaz", 30/03/2023

6. European Environmental Bureau, "[Saving Energy for Europe](#)", Printemps 2023

7. Rescoop.eu, "[Financing Tracker recovery and resilience Fund](#)", 6/10/2023



TRANSFORMER NOTRE MANIÈRE DE CONSOMMER ET DE PRODUIRE

La lutte contre le dérèglement climatique doit entraîner l'économie européenne vers une véritable révolution industrielle écologique et économe en ressources. Alors que l'Europe a besoin de se **réindustrialiser pour déployer la transition écologique, il est indispensable qu'elle fasse de la sobriété une priorité structurante des politiques européennes.** Celle-

ci est la condition sine qua non de la réussite d'une transition écologique et permettra de répondre aux besoins essentiels des populations. Les mesures d'urgence mises en place pour faire face à la crise énergétique ont montré la capacité de l'UE à faire preuve de sobriété. Celles-ci doivent désormais être pérennisées et renforcées.

1 METTRE EN PLACE UN GRAND PLAN POUR LA SOBRIÉTÉ EN EUROPE

Si la crise ukrainienne a poussé l'Union européenne à fixer des objectifs temporaires de réduction de sa demande de gaz et d'électricité, l'Europe doit davantage intégrer la sobriété dans ses politiques. Une prise en compte structurelle de la sobriété dans toutes les politiques européennes permettrait de faire baisser la consommation d'énergie, les factures des ménages et des contribuables, et les émissions de gaz à effet de serre. Le potentiel est énorme : selon le scénario CLEVER piloté par negaWatt⁸, l'UE pourrait faire baisser de 55% sa consommation d'énergie finale d'ici 2050, la moitié de cet effort pouvant être atteint grâce à des mesures de sobriété. **Un plan de sobriété avec des objectifs de réduction de l'empreinte matérielle et d'énergie** européens pour ramener la consommation de ressources de l'Europe au sein des limites planétaires devrait être adopté. Ce plan permettrait également de favoriser l'économie circulaire, la réutilisation et la réduction, l'écoconception, **ou encore l'économie du partage, les mobilités actives** dans les secteurs de l'industrie, la production d'énergie, le transport, le logement. La création d'une direction spécifiquement dédiée aux économies d'énergie, au sein de la Direction générale énergie de la Commission européenne, est également nécessaire.

50% de notre réduction de consommation d'énergie peut être atteinte grâce à la sobriété

2 PROMOUVOIR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE, CRÉATRICE DE VALEUR BAS CARBONE

L'économie circulaire est un levier clé pour permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans chaque secteur. Une étude de la Fondation McArthur calcule qu'un meilleur taux d'utilisation, de réemploi, et de recyclage des matériaux dans des secteurs clés (plastique, ciment, aluminium, alimentation) pourrait permettre de réduire 45% les émissions de gaz à effet de serre liées à la fabrication des matériaux

et des biens de consommation⁹. Si la législation actuelle a déjà entériné la nécessaire réutilisation des matières, elle peut aller plus loin en fixant des trajectoires de réduction de l'utilisation de ressources. **Des trajectoires sectorielles et des objectifs contraignants d'empreinte-matière et d'empreinte carbone pour les biens les plus polluants des secteurs textile, plastique ou des produits électroniques devraient être adoptés.** De nombreux instruments et législations déjà mis en place¹⁰ **doivent être mis en cohérence** avec les objectifs de l'Accord de Paris.

3 VERDIR LES MARCHÉS PUBLICS EUROPÉENS

Les marchés publics représentent environ 15 % du PIB de l'UE, soit quelque 2 000 milliards d'euros. Il contribue au niveau mondial à environ 15 % des émissions de gaz à effet de serre (GES)¹¹. La réglementation des marchés publics est donc un outil important de la transition écologique en Europe. **L'Union européenne doit renforcer la réglementation, notamment intégrer des critères écologiques et des sanctions en cas de non-respect pour verdir les marchés publics et en faire un véritable outil de la transition écologique.** Il est également indispensable d'harmoniser le verdissement des politiques relatives aux marchés publics dans l'ensemble des instruments politiques de l'UE et au niveau des États membres¹².

4 CONDITIONNER L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS AU RESPECT DE CRITÈRES CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Les financements européens dédiés à l'industrie comme le Fonds d'innovation ou le Fonds de transition juste devraient être **conditionnés** à la publication et au respect de critères climatiques et environnementaux ambitieux de la part de l'industrie, à l'échelle de chaque site. En outre, ils doivent être alloués en priorité aux innovations technologiques qui améliorent les processus industriels et conduisent à l'élimination progressive des combustibles fossiles, à la circularité et à l'efficacité. **L'éco-conditionnalité devrait également devenir un critère des aides d'Etats**, conditionnant l'accès aux financements à l'adoption par les entreprises de stratégies de sobriété, en cohérence avec les politiques de l'UE.

8. Association negaWatt, CLEVER [Un scénario de transition énergétique pour l'Europe](#), Juin 2023

9. Ilen MacArthur Foundation, [Completing the picture: How the circular economy tackles climate change](#) (2021), (résumé exécutif)

10. Directive-cadre relative aux déchets et l'instauration d'objectifs, le règlement éco-conception ou encore le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF)

11. Bellona, "The Case for Updating EU Procurement Policy", July 3, 2023

12. Ibid.



FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE MANIÈRE ÉQUITABLE EN APPLIQUANT LE PRINCIPE DU POLLUEUR-PAYEUR

Pour mettre en œuvre le Pacte vert européen et assurer l'indépendance stratégique et la résilience de nos sociétés, nous avons besoin **d'investissements publics et privés planifiés sur plusieurs années**. Le manque à combler en investissements publics et privés dans l'Union européenne est massif, la Commission européenne l'estime à **620 milliards d'euros annuels manquants jusqu'en 2030**¹³. L'Union européenne doit également œuvrer pour réorienter

les flux financiers privés des activités (fortement) carbonées ou à fort impact sur l'environnement vers des projets qui contribuent réellement à transition écologique.

620 milliards d'euros
d'argent public et privé par an
manquent pour déployer la
transition écologique en Europe.

13. European Commission, [Strategic Foresight Report 2023](#), 6/07/2023

1 RENDRE LE CADRE FINANCIER PLURI-ANNUEL EUROPÉEN COMPATIBLE AVEC LE PACTE VERT

Le cadre financier pluriannuel de l'UE doit être repensé pour être rendu 100 % conforme aux objectifs du Green Deal européen :

- ⊕ Plus de la moitié du budget de l'UE doit être **investie dans des actions en faveur du climat et de la biodiversité**, sur la base d'une méthodologie **qui ne surestime plus les dépenses de l'UE en matière de climat¹⁴ et en proscrivant tout financement des combustibles fossiles.**
- ⊕ **Un plan d'investissement pour le Green Deal permettant de mobiliser au moins 1 000 milliards d'euros d'ici 2030** doit être mis sur la table. Ce plan devra comprendre **un nouveau fonds pour une transformation juste à partir de 2026**, sous forme de subventions pour accompagner les différents secteurs dans leur transition (industrie, agriculture, bâtiments, transports...) en ciblant en priorité les ménages modestes. Ce plan devra également **allouer un financement spécifique aux activités de restauration de la nature à grande échelle** afin d'aider les agriculteurs, les propriétaires terriens, les forestiers à mettre en œuvre en temps voulu les objectifs de l'UE en matière de restauration de la nature.
- ⊕ La Commission européenne devrait également être habilitée à **réclamer ou à retenir les fonds européens dépensés par les États pour des pratiques nuisibles à l'environnement** ou pour des projets qui enfreignent la législation européenne en matière d'environnement.

2 METTRE FIN AUX DÉPENSES NÉFASTES POUR LE CLIMAT ET LA BIODIVERSITÉ

En France en 2023, les dépenses néfastes pour le climat et la biodiversité s'élevaient à 67 milliards d'euros¹⁵. Ces dépenses sont directement liées à notre dépendance aux énergies fossiles et ralentissent la transition (ex: exonérations de taxes sur les énergies fossiles). Les États doivent **adopter la sortie des dépenses d'investissement dans les combustibles fossiles dès 2025, dans le respect de la transition juste, et des dépenses néfastes pour le climat et la biodiversité dès 2030¹⁶**. Ces plans de sortie devraient être rendus **contraignants au niveau européen**.

3 GÉNÉRER DE NOUVELLES RESSOURCES POUR FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN EUROPE

Les montants conséquents nécessaires au financement de la transition écologique en

Europe ne peuvent pas être couverts par les ménages modestes ou les classes moyennes. Dans un contexte d'inflation et de baisse du pouvoir d'achat, ces transformations doivent être financées de manière équitable grâce à des financements innovants qui ciblent les **plus gros pollueurs et les plus aisés et appliquer ainsi le principe du pollueur-payeur**. Par exemple : pérenniser la **taxe européenne sur les superprofits des entreprises énergétiques fossiles**, ou encore instaurer un **impôt européen sur la fortune climatique¹⁷**. Pour cela, **l'Europe doit acter de passer à la majorité qualifiée sur les questions fiscales** afin d'éviter les blocages par un seul État.

4 LIBÉRER L'INVESTISSEMENT DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET JUSTE

Outre la suppression des dépenses néfastes pour l'environnement, et la mise en place de nouvelles ressources propres, la dette peut être un recours pour financer leur transition¹⁸. Or, la réforme actuellement envisagée du Pacte de stabilité et de croissance conserve les règles contraignantes de maintenir le déficit et la dette des États en dessous respectivement de 3 % et 60 % de leur PIB, ce qui est totalement incompatible avec l'impératif d'investissements massifs dans la transition écologique¹⁹. Les règles budgétaires européennes doivent être réformées en profondeur pour répondre aux défis climatique, de résilience et de justice sociale. **L'Europe doit inciter les États à investir dans la transition en excluant les dépenses vertes et justes du calcul du déficit excessif.**

5 APPORTER DES FINANCEMENTS NOUVEAUX ET SUPPLÉMENTAIRES AUX PAYS DU SUD

Au regard de sa responsabilité historique forte dans les émissions de GES et de ses capacités financières élevées, l'UE doit montrer l'exemple en matière de justice climatique internationale et enfin honorer pleinement les engagements financiers qu'elle a pris vis-à-vis des pays en développement, à la fois en termes de volumes et de qualité de l'aide. Les États membres de l'UE et la Commission européenne doivent **prendre des engagements de l'ordre de plusieurs milliards de dollars en faveur du nouveau Fonds pour les pertes et préjudices**. Il est également essentiel que l'UE **soutienne les pays les plus vulnérables avec des dons et non des prêts**, pour ne pas exacerber la spirale du surendettement de nombreux pays en situation de grande pauvreté et que ces financements climat soient additionnels à l'aide publique au développement.

14. Cour des comptes européenne, Rapport spécial "Finance durable : L'UE doit agir de façon plus cohérente pour réorienter les financements vers les investissements durables", 2021

15. Réseau Action Climat, "67 milliards d'euros de dépenses néfastes pour le climat et la biodiversité", décembre 2022

16. Réseau Action Climat, "Note de position sur la réforme du Pacte de stabilité et de croissance", mars 2023

17. Le Monde, "Changement climatique : le premier ministre grec estime que son pays affronte « une sorte de guerre en temps de paix »", 17 Septembre 2023

18. Jean Pisani-Ferry, Selma Mahfouz, Les incidences économiques de l'action pour le climat, Mai 2023

19. Réseau Action Climat, "Note de position sur la réforme du Pacte de stabilité et de croissance", Mars 2023



PROTÉGER LES MÉNAGES ET LES EMPLOIS

Les ménages et les emplois doivent être protégés dans les transformations demandées par la transition écologique. Le défi est énorme et divise : pour certains, la transition écologique est perçue comme un fardeau supplémentaire pour les ménages les plus modestes, un frein dans leurs mobilités et leurs libertés, et synonyme de destructions d'emploi. Pour d'autres, c'est au contraire une chance pour créer des emplois de qualité, favoriser l'accès à un logement plus digne et à un chauffage plus abordable pour les 7% d'européens qui n'ont pas les moyens de se chauffer²⁰. L'Union européenne peut réconcilier ces visions et répondre aux craintes

légitimes qui sont soulevées : **elle peut mettre en place des garanties et des financements pour protéger et accompagner les plus modestes dans ces transitions. Elle peut faciliter le déploiement et l'accès aux formes de mobilité durable. Elle peut également accompagner financièrement la reconversion des emplois dans les secteurs sinistrés.**

7% des Européens n'ont pas les moyens de se chauffer.

20. Eurostat, "Incapacité à maintenir une température adéquate dans le logement - Enquête EU SILC", 29/09/2023

1 AUGMENTER LES MONTANTS DU FONDS SOCIAL CLIMAT

La mise en place d'un nouveau marché carbone (ETS 2) pour les secteurs du chauffage et du transport à partir de 2027 conduira à une nouvelle augmentation des factures énergétiques des ménages. Les ménages les plus modestes captifs des énergies fossiles risquent de devoir payer le prix de la transition énergétique. La dotation du Fonds social climat, mis en place pour compenser cette hausse des coûts, est insuffisante (86 milliards d'euros sur la période 2026-2032). En outre, il arrive trop tardivement - seulement un an avant l'entrée en vigueur de l'ETS 2 - pour permettre aux ménages de se préparer à la hausse des prix. Il apparaît indispensable **d'accroître cette enveloppe en passant par une augmentation de la part de cofinancement des Etats**. Par ailleurs, les ménages les plus modestes doivent être ciblés en priorité **en réduisant au minimum le reste-à-charge pour les travaux de rénovation énergétique**.

2 RECONDUIRE ET RENFORCER LE FONDS DE TRANSITION JUSTE

La transition écologique peut créer environ un million d'emplois de qualité supplémentaires dans l'Union d'ici à 2030²¹. Mais elle implique des reconversions et diminutions d'emplois dans certains secteurs, en premier lieu ceux directement liés aux énergies fossiles. L'Europe doit renforcer son action en re-calibrant le Fonds de transition juste (17,5 milliards d'euros sur 2021-2027). Son **montant devrait être augmenté et le périmètre élargi au-delà des territoires et secteurs les plus carbonés**. La Commission européenne devrait également évaluer les besoins de financement pour couvrir les transitions professionnelles liées à la transition écologique européenne.



21. Conseil de l'Union européenne, [Recommandation visant à assurer une transition équitable vers la neutralité climatique](#), 7/06/2022



UNE RÉELLE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN EUROPE

Vagues de chaleurs, sécheresse, variabilité des précipitations frappent de plein fouet l'agriculture européenne. Les pertes de récoltes ont triplé en Europe au cours des 50 dernières années et continueront d'augmenter, mettant en péril les moyens de production des agriculteurs²². Fin mai 2023, quatre États européens dont la France, alertaient la Commission européenne et les autres États membres sur la viabilité "sérieusement compromise" des élevages, et demandaient une aide de crise à l'Europe face à la sécheresse²³. Face au risque croissant de crise alimentaire, la littérature scientifique identifie

les modèles d'agriculture durable - **l'agroécologie et l'agriculture biologique notamment - comme les plus résilients face aux chocs économiques et climatiques**²⁴. En effet, l'agroécologie est indépendante des intrants de synthèse (pesticides et engrais de synthèse), économe en énergie et en eau, vectrice d'emplois paysans et mieux adaptée aux aléas du changement climatique. La Politique agricole commune européenne doit **réorienter ses financements vers ces modèles agricoles** et cesser de soutenir des modèles aux multiples effets délétères.

22. CIVAM, Réseau Action Climat, "[Résilience de l'agroécologie face aux crises économiques et climatiques](#)", Juillet 2023

23. Conseil de l'Union européenne, Note "[Adverse climate conditions in several European countries in the hydrological year 2022/2023](#)", 23/05/2023

24. Réseau Action Climat, "[L'agroécologie, solution de résilience du secteur agricole face aux chocs climatiques et économiques](#)", 4/07/2023

1 RÉFORMER LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) POUR EN FAIRE UN INSTRUMENT DE LA TRANSITION AGRO-ÉCOLOGIQUE EN EUROPE

Forte de son budget annuel de plus de 55 milliards d'euros, la politique agricole commune (PAC) structure le système agro-alimentaire européen. Malheureusement, une majorité de son budget est dépensée au profit de pratiques agricoles intensives nuisant à la santé et à l'environnement. En France, le rapport des inspections des Finances et de l'Ecologie sur le financement de la biodiversité a estimé que 6,5 milliards d'euros (soit 64% des financements du Plan Stratégique National de la PAC) constituaient une subvention dommageable pour la biodiversité²⁵. La PAC doit être réformée pour entraîner un changement profond de la logique d'octroi des subventions qui doit être entièrement orientée vers le soutien à l'agroécologie et à la transition de l'élevage, y compris l'abandon progressif des élevages industriels et la réduction du nombre de têtes de bétail. Elle doit en particulier :

- ⊕ **Entraîner la transition agro-écologique** dans toute l'Europe en massifiant le développement de l'agriculture biologique et des pratiques agroécologiques.
- ⊕ **Soutenir davantage les élevages durables** (avec pâturage pour les bovins notamment) ainsi que les cultures de légumineuses et de fruits et légumes et arrêter les aides aux productions animales industrielles.
- ⊕ **Conditionner les aides au nombre d'emplois** et non seulement au nombre d'hectares.

2 ADOPTER UNE LOI-CADRE AMBITIEUSE SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES

Alors que 70 % des émissions de GES produites par le secteur agricole en Europe proviennent du secteur animal²⁶, l'Europe n'a actuellement pas de législation ciblant la production et la consommation de viande. Outre son impact sur le dérèglement climatique et la souveraineté alimentaire européenne causée par une dépendance aux importations et l'utilisation de terres arables pour l'alimentation animale²⁷, la consommation trop élevée de viande a aussi un impact nocif sur la santé. L'UE pourrait favoriser les changements d'habitudes alimentaires de millions d'Européens via **une loi-cadre visant à diminuer la consommation de produits animaux et d'aliments ultra-transformés, et à augmenter la consommation des sources végétales de protéines (légumes secs, céréales complètes...)**. Cette loi devrait :

- ⊕ **réglementer davantage la publicité et le marketing pour les produits alimentaires**, pour restreindre la promotion des aliments nocifs pour la santé humaine et celle des écosystèmes.
- ⊕ **rendre obligatoire l'étiquetage du Nutri-score** sur l'ensemble des produits alimentaires.
- ⊕ mettre en place, au niveau européen, **un étiquetage environnemental des produits alimentaires** qui intègre l'ensemble des enjeux environnementaux, en particulier le changement climatique et la biodiversité.
- ⊕ renforcer les critères environnementaux et sociaux de la **commande publique**.

50 milliards d'euros :
c'est le budget annuel de la
Politique agricole commune.

25. IGEDD, [Le financement de la Stratégie nationale pour la biodiversité \(SNB\) pour 2030](#), 6/01/2023

26. Commission européenne, "Farm to fork Strategy", 20/05/2020

27. En 2020, 62% des céréales produites et utilisées en Europe, soit 162,5 millions de tonnes, furent destinées à l'alimentation animale, "[Short-Term Outlook](#)", Autumn 2023

3 METTRE FIN AUX AGROCARBURANTS DE PREMIÈRE GÉNÉRATION

Ayant pour objectif de décarboner le secteur des transports, les agrocarburants de première génération sont en réalité une fausse solution pour le climat. En déplaçant la production alimentaire vers des terres non-agricoles, comme les forêts ou les prairies, les agrocarburants de première génération accentuent la déforestation et la dégradation des écosystèmes, source importante d'émissions de GES²⁸. Les cultures utilisées pour les produire, traditionnellement destinées à l'alimentation humaine, entrent également en compétition avec la souveraineté alimentaire. **Les agrocarburants de première génération doivent être retirés de la liste des énergies renouvelables dans la directive européenne RED et interdits d'ici 2025 au plus tard.** De plus, la politique incitative d'incorporation d'agrocarburants avancés pour le secteur aérien renforce indirectement l'usage d'agrocarburants de première génération²⁹. **Les objectifs d'incorporation d'agrocarburants dits "avancés" en 2030 dans le secteur aérien devraient être suspendus.**

4 RÉORIENTER LA POLITIQUE COMMERCIALE EUROPÉENNE

La politique commerciale européenne affaiblit nos normes sanitaires et environnementales en autorisant par exemple, les importations de gaz bitumineux, de produits végétaux traités avec des pesticides interdits en Europe ou encore des viandes traitées aux antibiotiques et avec des normes de production moins-disantes. Les Etats européens continuent de surcroît à exporter des pesticides interdits sur son sol vers les pays tiers. L'Union européenne doit **refuser de signer des accords commerciaux ayant un impact négatif sur l'environnement, suspendre des accords déjà existants lorsqu'un pays ne respecte pas ses engagements climatiques, et interdire l'importation de denrées produites via des substances ou des pratiques interdites en Europe.**



28. Réseau Action Climat, [Les agrocarburants sont une fausse solution pour le climat](#), juillet 2022

29. https://www.canopee-asso.org/wp-content/uploads/2021/09/Canopee_RAPPORT_Biocarburants-Aviation_2021.pdf



PROTÉGER LA NATURE, PROTÉGER LES EUROPÉENS

Les crises climatique et de la biodiversité **se renforcent mutuellement**. Un véritable **effondrement de la biodiversité est à l'œuvre à toutes les échelles**, marqué par le mauvais état de conservation de multiples habitats naturels et espèces. L'Europe doit également faire face à **son adaptation**. En 2022, plus de 785.000 hectares ont brûlé en Europe, soit plus du double de la moyenne annuelle des 15 dernières

années³⁰. En juillet 2022, plus d'un tiers des territoires européens étaient en état de sécheresse³¹, entraînant une baisse des rendements agricoles³². En septembre 2023, le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis déclarait affronter "une sorte de guerre en temps de paix" après que la Grèce a subi cet été des incendies et des inondations sans précédent qui ont dévasté le pays³³.

30. Franceinfo, "[Feux de forêt en 2022 : record de surfaces brûlées et d'émissions de carbone en Europe](#)", 13/12/2022

31. European Commission, "[Drought in Europe](#)", Juillet 2022

32. En particulier pour la France, la Roumanie, l'Espagne, le Portugal et l'Italie. JRC MARS Bulletin - Publica

33. Euronews, "[La Grèce déclare la «guerre» au changement climatique](#)", 19/09/2023

1 UNE LOI EUROPÉENNE CONTRAIGNANTE SUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'Europe et les Etats membres doivent préparer leur adaptation au changement climatique : en adoptant des pratiques pour établir une politique ambitieuse de gestion de l'eau qui prenne en compte les potentiels conflits d'utilisation de manière coordonnée ; en diminuant la consommation d'eau (pratiques agroécologiques dans le secteur agricole) ; en végétalisant les villes, supprimant les surfaces bétonnées pour lutter contre les îlots de chaleur ; en augmentant les moyens dédiés à la gestion du risque d'incendie. Pour cela, **l'UE doit adopter une loi cadre sur l'adaptation intégrant une trajectoire de réchauffement et l'adaptation dans toutes ses politiques sectorielles et proposant des mesures efficaces principalement fondées sur le bon fonctionnement des écosystèmes.** Cela permettra de limiter le gaspillage d'argent public par une meilleure anticipation des effets du changement climatique.

2 RENFORCER LA PROTECTION ET LA RESTAURATION DE NOS ÉCOSYSTÈMES

L'adoption et la mise en œuvre de législations européennes ambitieuses pour restaurer et protéger nos écosystèmes doivent être une priorité pour les décideurs politiques dans les années à venir. Des écosystèmes sains sont indispensables pour atténuer le réchauffement climatique et améliorer la résilience des sociétés face à ses effets. Incendies, sécheresses, inondations, canicules le montrent : la protection et la restauration de la nature sont aussi un enjeu de sécurité. Alors que plus de 80% des écosystèmes de l'UE sont en mauvais état de conservation, **la loi sur la restauration de la nature doit être adoptée avec un haut niveau d'ambition, et les moyens nécessaires pour sa bonne mise en œuvre doivent être garantis.** Le réseau Natura 2000 doit être pleinement mis en œuvre, et **l'objectif de protéger 30% et protéger strictement 10% des terres et des mers d'ici à 2030 fixé dans le cadre de la Stratégie européenne en faveur de la biodiversité doit être traduit sous forme légale.**

3 UN NOUVEAU FONDS EUROPÉEN POUR LA NATURE

Pour garantir la bonne mise en œuvre de la loi sur la restauration de la nature, l'Union européenne doit prévoir **des financements dédiés et suffisants, dans le budget européen**, en ciblant notamment comme bénéficiaires les agriculteurs, les pêcheurs, les forestiers et les propriétaires fonciers qui contribuent à la restauration de la nature à grande échelle.

4 ATTEINDRE ET MAINTENIR LES NORMES DE QUALITÉ DE L'AIR DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)

300 000 Européens³⁴ perdent chaque année la vie en raison d'une qualité de l'air trop médiocre en Europe tandis que des millions souffrent des impacts de la pollution de l'air. L'alignement sur les valeurs de l'OMS coûterait 7 milliards d'euros par an³⁵, pour des bénéfices nets annuels de 36 milliards d'euros. **L'UE doit absolument aligner ses normes sur la pollution de l'air avec celles préconisées par l'OMS en 2021³⁶ pour protéger la santé des citoyens et réduire ses émissions.**

300 000

Européens meurent à cause de la pollution de l'air tous les ans.

34. France Nature Environnement, "Europe: Dernière chance pour sauver la biodiversité!", 15/05/2023

35. ibid

36. 10µg/m³ pour le NO2 et 5µg/m³ pour les PM2,5



DES TRANSPORTS MOINS POLLUANTS POUR TOUS LES CITOYENS

Les transports constituent toujours le principal problème climatique de l'Europe puisqu'ils représentent **27 % de ses émissions de gaz à effet de serre**³⁷. C'est le seul grand secteur à avoir vu ses émissions augmenter depuis 1990. L'Europe doit absolument renforcer son ambition et intensifier ses actions pour mettre en place un **système de transport européen respectueux du climat, de la qualité de l'air et accessible à tous les citoyens en Europe**. Il est temps d'agir

pour réduire l'empreinte carbone des transports, ainsi que sur les émissions du transport maritime et aérien, angle mort des politiques publiques.

27%

C'est la part des émissions de gaz à effet de serre générées par le transport en Europe.

37. Transport & Environment, "Priorities"

1 AUGMENTER LES INVESTISSEMENTS DANS LE RÉSEAU FERROVIAIRE EUROPÉEN ET RELANCER LES TRAINS DE NUIT

L'Europe doit prévoir des alternatives de mobilité moins polluantes et accessibles à tous partout sur le continent. Pour cela, l'Union européenne devrait **augmenter les investissements dans les infrastructures ferroviaires** dans son prochain budget afin de moderniser et renforcer l'offre ferroviaire dans toute l'Europe et favoriser la **relance des trains de nuit, par exemple en recommandant un taux de TVA de 0% sur les trains de nuit**³⁸.

2 RÉDUIRE LE TRAFIC AÉRIEN ET TAXER LE KÉROSÈNE

L'avion est le moyen de transport le plus polluant³⁹. En Europe⁴⁰, il compte pour environ 4 % des émissions totales de CO₂⁴¹. Son impact sur le climat a doublé en 20 ans et pourrait tripler d'ici à 2030⁴². Comme le souligne le Haut conseil pour le climat, ce secteur doit engager sa décarbonation par la maîtrise de la demande car les progrès technologiques et les carburants alternatifs ne suffiront pas dans les délais requis⁴³. L'Europe devrait assouplir les critères d'**interdiction des vols courts lorsqu'une alternative de transport décarboné existe** pour inciter les Etats à diminuer les émissions de ce secteur⁴⁴. Le kérosène étant exonéré de taxation, le secteur aérien en Europe bénéficie d'une fiscalité particulièrement avantageuse⁴⁵ au détriment du climat. Il est urgent de corriger le tir en **décidant la taxation du kérosène, dans le cadre de la directive européenne sur la taxation de l'énergie.**

3 RENFORCER LES NORMES D'EFFICACITÉ DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

La transition du secteur automobile vers l'électrique doit viser la sobriété, en réduisant au maximum l'empreinte matérielle des véhicules et donc les pressions sur les ressources naturelles et les écosystèmes. L'Europe devrait s'assurer que les **normes d'efficacité des véhicules électriques incluent un niveau d'efficacité minimum obligatoire** afin de réduire l'utilisation inefficace des matériaux et les impacts environnementaux. Elle devrait aussi **réglementer la taille et le poids des nouvelles ventes de voitures et de nouveaux véhicules utilitaires sport (SUV)** afin de garantir la mise sur le marché de véhicules de petite et moyenne taille et de mettre un terme au surdimensionnement des nouveaux véhicules.

38. Transport & Environment, "[All aboard - travelling Europe by night](#)", Juin 2023

39. Il émet en moyenne trois fois plus de gaz à effet de serre que la voiture pour la même distance parcourue

40. En 2017

41. European Commission, "[Reducing emissions from aviation](#)"

42. Réseau Action Climat, "[J'évite de prendre l'avion](#)", 12/07/2021

43. Haut Conseil pour le Climat, [Rapport annuel 2022](#) "Dépasser les constats, mettre en oeuvre les solutions", Juin 2022

44. En modifiant le [règlement UE 1008/2008](#) établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté

45. Transport & Environment, "[Leaked European Commission study on aviation taxes](#)", 13/05/2019



RENDRE L'EUROPE PLUS DÉMOCRATIQUE, TRANSPARENTE ET LOBBY-FREE

L'Europe doit être exemplaire tant sur la transparence et la rigueur du processus législatif que sur l'application rigoureuse et le contrôle des décisions prises. Elle se doit également de mieux prendre en

compte les aspirations citoyennes. Cela est nécessaire pour assurer la légitimité de l'Union et renforcer la confiance des citoyens européens dans ses politiques et institutions.

1 PROTÉGER LE PROCESSUS DÉCISIONNEL EUROPÉEN DES INTÉRÊTS DES COMBUSTIBLES FOSSILES ET DES AUTRES POLLUEURS

L'UE doit prendre des mesures pour renforcer la transparence et le cadre des réunions de lobbying privées avec l'industrie des combustibles fossiles, **exclure l'industrie des délégations climatiques ou commerciales, refuser d'assister à des événements parrainés par les combustibles fossiles.**

2 INTERDIRE LA PUBLICITÉ ET LE PARRAINAGE EN FAVEUR DES COMBUSTIBLES FOSSILES

Elle devrait également **interdire la publicité et le parrainage en faveur des combustibles fossiles** qui encouragent les consommateurs et les entreprises à utiliser des produits comme les transports carbonés, ce qui maintient l'Europe dans une situation de dépendance à l'égard des importations massives de combustibles fossiles.

3 RENFORCER LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE EN DONNANT PLUS DE POIDS AUX CITOYENS ET AUX ÉLUS

L'implication des citoyens dans le processus législatif européen est clé pour renforcer la démocratie européenne et assurer une adhérence des lois avec leurs attentes. L'Union européenne devrait **faciliter le processus de soumission des Initiatives Citoyennes Européennes (ICE)**, trop complexe à ce jour, et en particulier assouplir les processus à suivre avant qu'elle ne devienne proposition législative. Il est également crucial que **le Parlement européen en tant que représentant direct des citoyens se voit accorder** un pouvoir d'initiative législative.

4 DES INSTITUTIONS TRANSPARENTES, EXEMPLAIRES

L'Union européenne doit améliorer la transparence de ses institutions **en mettant fin aux “portes tournantes”, en divulguant toutes les réunions avec des lobbies, en publiant les travaux des groupes de travail du Conseil**, y compris les positions exprimées par les Etats, en publiant en ligne les réunions clés des trilogues.

5 INSTAURER UN SYSTÈME D'INFRACTIONS AUTOMATIQUES

En 2022, les infractions environnementales du droit de l'UE ont augmenté par rapport à 2021⁴⁶, en particulier concernant l'eau, les déchets, et la biodiversité. L'Union européenne doit constituer un rempart contre les tentatives d'affaiblissement des normes existantes, et forcer les Etats à réellement les mettre en œuvre. Pour cela, **un système d'infractions automatiques lorsqu'un Etat ne respecte pas les normes européennes devrait être instauré.**

46. Commission européenne, [“2022 Annual Report on monitoring the application of EU law - Infringement cases by policy area”](#)

Contact :
Caroline François Marsal
Responsable Europe
Réseau Action Climat
caroline.francois-marsal@reseauactionclimat.org
06 45 77 11 67

Le Réseau Action Climat, fédération de 35 associations nationales et locales, lutte contre les causes des changements climatiques, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français du Climate Action Network International (CAN-I), réseau mondial de plus de 1300 ONG. Il couvre l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat et l'industrie, et travaille à l'élaboration de mesures alternatives et ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques et ses impacts.

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique

